REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE
Chancellerie d'Etat
Service communication et information

Genève, le 29 avril 2022

Aux représentantes et représentants
des médias

Communiqué de presse du département de l'économie et de l'emploi

Réunir économie et emploi dans un même département a été très positif pour Genève

Un an après son entrée en fonction, la conseillère d'Etat Fabienne Fischer a dressé un premier bilan de son action à la tête du département de l'économie et de l'emploi. 2,5 millions de francs ont été obtenus pour soutenir concrètement les entreprises dans leur transition écologique et numérique, ce qui constitue une première pour la promotion économique genevoise. Autre source de satisfaction pour le département: avoir contribué à redynamiser le partenariat social. Enfin, malgré la crise sanitaire, le chômage a baissé à Genève. La magistrate a par ailleurs souligné l'engagement et le professionnalisme des collaboratrices et collaborateurs du DEE.

Cela faisait plus de dix ans qu'économie et emploi n'avaient pas été réunis au sein d'un même département. Tout juste un an après son entrée en fonction, Fabienne Fischer a livré un premier bilan de ce rapprochement et de la dynamique qu'il a instaurée. "En réunissant sous un même toit l'office cantonal de l'emploi, la direction générale du développement économique, de la recherche et de l'innovation ainsi que l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail, l'Etat s'est donné la capacité d'agir simultanément sur les entreprises, l'emploi et les conditions de travail; cela conduit à une vraie cohérence économique", a-t-elle souligné.

Mesures ciblées pour l'emploi

Malgré la crise sanitaire, le taux de chômage a baissé dans le canton de Genève. De mars 2021 à mars 2022, il est passé de 5,5% à 4,2%, soit une baisse d'environ 3200 chômeurs. Mais pour la magistrate, "cette bonne nouvelle ne doit pas occulter les besoins spécifiques de certaines catégories de personnes comme les seniors ou les jeunes." C'est la raison pour laquelle, l'office cantonal de l'emploi a mis en place des projets novateurs comme Level+. Un véritable succès: 35% des chômeurs de plus de 50 ans, qui y ont participé, ont retrouvé un emploi. Cela montre l'importance de poursuivre la lutte contre le chômage structurel dans un marché de l'emploi de plus en plus exigeant. "Permettre à la population genevoise de trouver un travail, de le conserver et de se reconvertir si besoin: c'est un de mes principaux défis en tant que conseillère d'Etat."

Partenariat social redynamisé

Sous la conduite de Fabienne Fischer, le département s'est aussi attaché à redynamiser le dialogue avec les partenaires sociaux. "L'exemple le plus emblématique est l'introduction d'un contrat-type de travail (CTT) pour l'assistance au sol à l'aéroport. Concrètement, ce CTT

permet de protéger l'ensemble des travailleurs, y compris les auxiliaires et les temporaires, au niveau de leur salaire et de leurs conditions de travail", s'est réjouie Fabienne Fischer. L'inspection paritaire des entreprises (IPE), qui réunit patrons et syndicats, a aussi été dotée de moyens supplémentaires pour renforcer les capacités de contrôle du marché du travail. Par ailleurs, cette année, le DEE a assuré la mise en œuvre du salaire minimum ou encore renforcé la lutte contre le travail au noir.

Moyens inédits pour la transition écologique

Enfin, Fabienne Fischer a souligné à quel point la transition écologique est urgente. "C'est une évidence scientifique, pas uniquement un positionnement politique." Le rapport du GIEC ainsi que la crise en Ukraine soulignent à quel point les réformes que mènent le département sont indispensables. "Il est essentiel de soutenir les entreprises pour qu'elles intègrent la circularité dans leur production de biens et services et pour qu'elles renoncent à recourir aux énergies fossiles." Pour cela, 2,5 millions de francs ont été débloqués pour des programmes inédits d'accompagnement à la transition écologique et numérique en 2022. Une première tranche qui contribuera à la prospérité durable des entreprises genevoises. De plus, au cours de l'année écoulée, 400 millions de francs ont été versés à 3000 entreprises pour les aides cas de rigueur en raison de la crise sanitaire.

Documents annexes

- Mesures ciblées pour l'emploi (OCE)
- Partenariat social redynamisé (OCIRT)
- Moyens inédits pour la transition écologique (DG DERI)

Pour toute information complémentaire: Mme Esther Mamarbachi, secrétaire générale adjointe en communication, DEE, T. +41 78 628 80 08.